

<b>AVEC UNITE ET ACTION</b> <b>LE CHOIX D'UN SYNDICALISME DETERMINE ET OFFENSIF</b>
--

Unité et Action qui exerce depuis plusieurs dizaines d'années la responsabilité de la direction du SNES par la volonté de la majorité des syndiqués, sollicite de nouveau votre confiance.

Nous avons subi ces 5 dernières années une politique désastreuse pour les services publics et la Fonction Publique, attaquée par différents biais, les suppressions d'emplois, la réorganisation ou disparition de service ou missions, la sape du principe statutaire.

La crise structurelle que traversent les pays européens n'a pas donné lieu à une réorientation des politiques, mais a été instrumentalisée au contraire pour faire payer les peuples et imposer des mesures d'austérité.

Dans l'Education, tous les secteurs ont été touchés, de la maternelle à l'Université, entravant la capacité des personnels à faire du bon travail, creusant les inégalités entre territoires, établissements et élèves.

Dans le second degré, les conséquences des suppressions de postes comme celles des réformes ont pesé sur la capacité du système éducatif à faire réussir le plus grand nombre d'élèves, sur l'exercice professionnel des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation.

Du fait des dizaines de milliers d'emplois supprimés, les effectifs par classe ont augmenté, la possibilité de varier les situations d'apprentissage et de mieux prendre en charge les élèves en difficulté a été réduite ; dans le même temps, la charge de travail s'est alourdie, les stagiaires ont été affectés à temps complet, le pouvoir d'achat a considérablement baissé conduisant des collègues à recourir à des heures supplémentaires, d'ailleurs souvent imposées par les chefs d'établissements.

Le poids de la hiérarchie n'a jamais été aussi pesant, les injonctions n'ont jamais été si nombreuses. Le projet de transformation de l'évaluation des enseignants a été le symbole de la transformation imposée des métiers, du renforcement de la hiérarchie au mépris même des compétences que cette hiérarchie est en mesure de pouvoir exercer. Le SNES a été à l'origine du combat que la profession continue à mener sur ce dossier. Au moment où ces lignes sont écrites nous continuons de tout faire pour ralentir le processus d'élaboration du projet pour qu'il ne puisse pas être publié avant les prochaines élections.

Jamais dans ce contexte défavorable le SNES n'a renoncé ni à organiser l'action, ni à discuter avec les pouvoirs publics dans l'intérêt des personnels. C'est ainsi que, même insuffisantes, des perspectives de titularisation sont ouvertes pour les non titulaires.

Déterminé à imposer une autre réforme de la formation des maîtres, le SNES a contribué à faire avancer la réflexion des syndicats nationaux de la FSU sur ce dossier.

Quand on rajoute une politique économique et sociale qui aggrave les inégalités en préservant les plus riches, chacun comprend que la perspective d'un nouveau quinquennat avec Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République est inenvisageable pour nos professions.

Unité et Action a conduit le Congrès du SNES à clairement exprimer que la non réélection de Nicolas Sarkozy était une condition nécessaire à la mise en œuvre d'une autre politique en particulier dans l'Education nationale. Unité et Action a donc proposé lors de notre Congrès de début avril un plan d'urgence qui permette, dès après les élections, une véritable rupture. Ce plan d'urgence doit remplir trois objectifs : d'abord par la nature des mesures, tourner radicalement le dos aux choix faits ces cinq dernières années, ensuite mettre en œuvre des décisions sans lesquelles les transformations profondes seraient trop retardées voire impossibles, enfin tracer la direction des projets de fond qu'il faudra élaborer dans les mois qui suivront.

Les premiers mois après les élections devront être consacrés à la mise en œuvre rapide de mesures sur le pouvoir d'achat, la situation des stagiaires, une réforme de la formation des maîtres intégrant des pré-recrutements, la remise en cause des réformes contestées dans le système éducatif.

Dans le cadre de l'alternance à laquelle nous aspirons tous, Unité et Action est déterminé à continuer à faire du SNES une force incontournable de proposition, en restant l'expression de nos professions.

Car la force du SNES est bien aujourd'hui d'être reconnu par les personnels comme l'organisation syndicale exprimant le mieux leurs aspirations, leurs revendications, les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier.

C'est cette orientation qu'Unité et Action entend continuer à faire vivre dans le SNES en promouvant un second degré unifié, accueillant tous les élèves dans un collège amélioré, conduisant les élèves dans les trois voies du lycée et non en ressuscitant, sous le vocable « d'école du socle » un avatar de l'école fondamentale, consistant à fusionner collège et premier degré avec la bivalence à la clé, sans pour autant réduire notablement l'échec scolaire.

Il s'agit aussi pour Unité et Action d'améliorer nos statuts. Il faut d'abord maintenir le principe statutaire seul de nature à permettre l'égalité sur l'ensemble du territoire, permettre aux enseignants de pouvoir exercer leur métier dans le cadre de règles nationales affranchies des directives d'une hiérarchie locale, trop souvent désireuse de les contourner. Cela passe pour les enseignants par le maintien des principes des décrets de 1950 fixant notre service en heures de cours définies hebdomadairement.

Mais pour Unité et Action, il s'agit bien aussi d'améliorer ces statuts afin que soit reconnu et pris en compte l'alourdissement de notre tâche, la multiplication des réunions, la nécessité du travail en équipe.

**Si vous partagez ces valeurs, ces ambitions.**

**Si vous vous reconnaissez dans l'action conduite par le SNES**

**Votez pour la liste unité et action**

Pour tout contact, s'adresser à [frederique.rolet@snes.edu](mailto:frederique.rolet@snes.edu)

Avec U&A, pour un SNES qui rassemble autour d'un ensemble de principes qui font notre identité :

- Partir de ce que vivent les personnels dans leur réalité quotidienne, être à l'écoute de leurs préoccupations et de leurs aspirations, les rassembler dans leur diversité et construire les revendications et les mobilisations avec eux dans le débat le plus large et le plus démocratique ;
- Être une force de lutte et de propositions pour un service public d'éducation renforcé dans ses missions et dans son ambition, le développement des qualifications et la réussite de tous. Lutter contre l'échec scolaire et ses déterminations sociales, combattre toutes les discriminations, promouvoir les valeurs laïques ;
- Défendre les personnels au quotidien, tous les personnels (précaires et titulaires, enseignants, personnels de surveillance, CPE, CO-Psy, actifs et retraités), conjuguant syndicat de services et syndicat de lutte ;
- Réfléchir à faire des propositions sur la conception et les conditions d'exercice de nos métiers ;
- Construire les alternatives économiques et sociales pour lutter contre toutes les formes de précarité, d'exclusion, de ségrégation, de paupérisation et contribuer à relever les défis économiques, sociaux, environnementaux et culturels ;
- Développer, à tous les niveaux, des pratiques syndicales qui rassemblent et mobilisent la majorité des personnels ; rechercher l'unité d'actions sans en faire une condition impérative à notre engagement dans l'action ;
- Renouveler les formes d'organisation et de fonctionnement du syndicat pour faire toute leur place aux nouvelles générations et permettre un meilleur équilibre hommes-femmes dans les prises de responsabilité à tous les échelons du syndicalisme ;
- Contribuer à renforcer la FSU et à travailler l'unité syndicale.